

chapitre de l'activité économique et à 222 000 \$ en céréales fourragères. Si la minoterie de Halifax se voyait contrainte d'interrompre ses activités, les producteurs locaux perdraient le seul marché qui leur soit ouvert. Il en résulterait une augmentation des frais d'approvisionnement pour l'industrie des céréales fourragères, et donc des prix plus élevés.

Les Maritimes se voient privées d'environ 50 p. 100 du réseau ferroviaire de la région. Toute perte de trafic touchant la viabilité des lignes qui restent est considérée comme une question très sérieuse.

Sans subvention, les exportations de farine canadienne seront pratiquement non existantes. C'est ce qu'a déclaré l'Office national des transports du Canada. Dans le cas des minoteries, il est probable que leur taille et leur champ d'activité seront considérablement réduits. Le marché d'exportation pourrait disparaître, à moins que le gouvernement n'accorde une aide quelconque. M. Fred Hanson, coordonnateur (Farine) de l'Association nationale canadienne des meuniers, a affirmé que Halifax perdrait de la clientèle au profit de Montréal et des autres ports canadiens de l'Ouest. À mon avis, les ports de Halifax et de Saint John auront beaucoup de mal à soutenir la concurrence.

Le gouvernement estime que le taux jusqu'à l'Est et au-delà est une subvention. Nous devrions plutôt le considérer comme étant favorable aux exportations, et pourtant, nous le supprimons. Comme je l'ai déjà dit, le programme de stimulation des exportations des États-Unis est maintenu et élargi. En fait, le Livre vert du gouvernement et du ministre déplore le manque d'exportations canadiennes de produits agro-alimentaires sur-transformés et signale que seulement 2 p. 100 de toute la nourriture que nous exportons sont transformés. La main gauche ignore ce que la main droite fait: le gouvernement supprime cette subvention, puis il se plaint que nous n'avons pas assez de transformation au Canada.

Comme dans le cas des paiements anticipés pour les récoltes, les Documents budgétaires ne donnent qu'une vague idée de l'objectif du programme justifiant la suppression des paiements sans intérêts. Cela alourdit le fardeau des agriculteurs canadiens, mais nous constatons que le gouvernement est en train de démanteler son système d'appui à l'agriculture au moment même où nous devons faire face à la concurrence internationale. Nous voulons laisser le secteur agricole libre de prendre l'initiative, alors que tous les autres pays appuient leurs

producteurs et les aident à être concurrentiels, soit au moyen de subventions ou de programmes de stimulation des exportations comme nous en voyons ici en Amérique du Nord, soit au moyen de subventions comme celles du Marché commun européen.

L'honorable John Pickersgill, parrain de ce programme en 1966, avait alors déclaré que, d'après la Commission des transports, ces taux étaient déjà trop bas. Nous avons décidé de les maintenir au niveau actuel, en échange de dédommagement, parce que nous croyions que le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau nous impose une obligation dans l'Est. Nous voulons être certains d'avoir un tarif qui encourage les expéditeurs à utiliser les installations des ports de l'Atlantique.

Même il y a 24 ans, le gouvernement alors en place s'est rendu compte qu'il devait subventionner les ports de l'Atlantique pour que l'acheminement de produits vers l'Est continue à créer des emplois et à fournir les approvisionnements dont les moulins avaient besoin au cours des mois d'hiver.

L'annulation du programme ne réduira le déficit fédéral que d'environ 40 millions de dollars. C'est donc dire que cela contribuera à peine à alléger la dette. Comme je l'ai signalé plus tôt, c'est une procédure peu systématique, et c'est le moins qu'on puisse dire.

La taxe actuelle que verse le secteur agricole est de beaucoup supérieure aux dépenses totales du budget agricole. Non seulement le secteur agricole est-il financièrement autonome, mais il verse des sommes considérables au trésor public et contribue à équilibrer la balance commerciale. Nous avons vu fondre notre excédent commercial, l'automne dernier. Je dois dire que l'abolition du tarif de l'Est le fera fondre davantage.

Le gouvernement parle d'une économie concurrentielle. Nos producteurs sont concurrentiels ici, au Canada. Nous sommes parmi les meilleurs au monde, les plus compétitifs du point de vue de la productivité.

Par exemple, la production laitière, par vache, s'est accrue de 70 p. 100 au Canada depuis 1971. Au cours de la même période, elle s'est accrue de seulement 46 p. 100 aux États-Unis. Pour juger de l'efficacité du point de vue des prix, il faut regarder les chiffres relatifs à la volaille. Nous constatons que, bien que le prix réel de la volaille à la ferme ait fléchi de 30 p. 100 depuis les années 70, le prix de détail n'a fléchi que de 10 p. 100 au cours de la même période. Qui est le plus efficace? Les agriculteurs ou le secteur de la transformation des aliments?